

TLEMCEM

La nécessité de réhabiliter les réseaux d'eau potable et d'assainissement

Khaled Boumediene

Ces derniers temps, les réseaux de distribution d'eau potable montrent, régulièrement, des défaillances, notamment, dans le grand Tlemcen (Mansourah, Chetouane et Tlemcen) et même dans les communes situées, en aval, qui sont desservies par les eaux de dessalement provenant de la station de Honaine. A plusieurs reprises, les riverains sont indisposés par les coupures d'eau qui durent, parfois, plusieurs jours, à l'image des deux grandes coupures d'eau survenues, dernièrement, à Sekkak (Ain Youssef) et Béni Mester où les habitants de Tlemcen, Mansourah, Chetouane, Hennaya, Ain Youssef et Béni Mester, ont été privés d'eau potable. Pour les spécialistes de l'Hydraulique cette situation était prévisible, car les eaux, dans les conduites, sont refoulées aux ménages, sous forte pression alors que les réseaux de distribution d'eau existants sont vieillissants, dans des canalisations fermées et généralement enterrées. Avec le vieillissement - lié aux caractéristiques des canalisations et de leur environnement -, les performances hydrauliques et la qualité de l'eau diminuent, les pertes et les casses augmentent pouvant provoquer des dégâts importants.

Comme toute infrastructure, les conduites d'eau doivent être entretenues, réparées et, à terme, renouvelées. La question est de prévoir et d'organiser ces opérations pour maintenir, aux meilleurs coûts, la qualité du service à

l'utilisateur, c'est-à-dire la permanence et la qualité de l'eau distribuée. Le travail que nous menons s'inscrit dans cette perspective de réhabilitation et de renouvellement des réseaux d'eau potable. Nous avons établi un programme pour le renouvellement, en priorité, des réseaux défaillants, et de nombreux travaux sont prévus en 2015. A ce jour, près de 40 % du réseau de distribution d'eau potable de la wilaya a été rénové dans les communes de Tlemcen, Maghnia, Remchi, Hennaya, Chetouane, Mansourah... Il nous reste 60 % à réaliser dans le sud de la wilaya, qui va être raccordé, d'ici fin 2015, au réseau de Chott El-Gharbi, par un apport d'eau potable de quelque 10 millions de m³/an. Donc tous les réseaux d'eau de cette partie du territoire de la wilaya seront rénovés pour éviter les fuites » expliquera, dans ce contexte, le directeur de l'Hydraulique de Tlemcen, Meksi Abdelkader, soulignant que la direction de l'Hydraulique a pris, sérieusement, en charge cet épineux dossier.

Il faut dire, que sur le plan des ressources hydriques, l'avènement du dessalement de Honaine et Souk Tleta a permis, aux 5 barrages, de se reconstituer, et près de 400 000 m³/j d'eau doivent être, progressivement, livrés à la population, à partir de ces stations de dessalement.

Selon notre interlocuteur, la wilaya consomme, actuellement, quelque 280 000 m³/jour, et près de 102 millions de m³, par an, sont puisés des dessalements. Ainsi, l'eau stockée dans les 5 barrages,

peut être, exclusivement, utilisée pour l'irrigation des terres agricoles. « Il faut, donc, programmer des systèmes d'irrigation, ainsi que des systèmes de traitement des eaux usées. Les possibilités d'irrigation de la wilaya peuvent atteindre 20.000 ha, si l'on se réfère à la dose d'irrigation qui est de 7.000 m³/ha. Actuellement, nous sommes à la première phase du programme de réalisation du périmètre d'irrigation de Maghnia, dont une enveloppe de plus de 400 milliards, lui a été consacrée, compte quelque 4.500 ha. Actuellement, près de 2.000 ha sont irrigués. La deuxième phase d'extension de ce périmètre à 2.500 ha, touchera la pose de tuyauteries et systèmes de drainage », ajoutera Meksi Abdelkader. S'agissant du traitement des eaux, un programme a été mis en œuvre par la direction de l'Hydraulique, pour la réalisation de stations d'épuration (STEP), pour la réutilisation des eaux usées et la réalisation de collecteurs d'assainissement. Selon Meksi Abdelkader, pour le groupement urbain de Tlemcen et Hennaya, un projet d'une STEP de 50.000 m³/jour est à l'étude. La STEP de Remchi a été lancée pour environ 80.000 habitants. Pour Sebdo, l'appel d'offres de réalisation d'une STEP pour 60.000 habitants a été lancé. Par ailleurs, de gros travaux de pose de collecteurs sur les réseaux d'assainissement, sont en cours, dans les communes de Ain Tellout et Ouled Mimoun, pour la protection du barrage de Sidi Abdelli.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

8,1 milliards d'euros en faveur d'un monde plus juste

PAR AMAR AOUIMER

Anne Paugam, directrice générale de l'AFD, a présenté les chiffres clés de l'activité 2014 de l'acteur pivot de l'aide publique française au développement. Avec 8,1 milliards d'euros d'engagements, en hausse de +4 %, l'AFD réalise une nouvelle année historique de ses activités en faveur d'un monde plus juste et plus durable, indique l'agence française de développement.

"La mission de l'AFD est au cœur de l'enjeu des années à venir, qui est de faire émerger de nouveaux modèles de développement qui permettent à la fois d'assurer la prospérité de l'ensemble de la population mondiale et de préserver la planète. Nous y contribuons en adaptant nos actions aux besoins des pays partenaires", a précisé Anne Paugam, directrice générale de l'AFD. En 2014, 53 % des financements de l'AFD en faveur du développement dans les pays en développement ont généré des impacts positifs dans la lutte contre le dérèglement climatique et 30 % pour sa filiale Proparco en faveur du secteur privé.

Les actions de l'AFD sont porteuses d'impacts concrets. Entre 2012 et 2014, les projets en cours ont permis, à savoir la scolarisa-

tion de 2 millions d'enfants au primaire et au collège ; l'amélioration de l'habitat pour 2,3 millions de personnes ; l'accès de 2,75 millions de personnes à une source pérenne d'eau potable ; ainsi que l'appui au développement de 246.000 petites entreprises ; le soutien à 771.000 exploitations agricoles familiales et la conservation et la gestion durable de 32 millions d'hectares d'espaces naturels permettant la préservation de la biodiversité, ajoute cette source.

En 2014, 53 % des financements de l'AFD en faveur du développement dans les pays en développement et près de 30 % de ceux de sa filiale Proparco en faveur du secteur privé ont aussi eu des impacts positifs dans la lutte contre le dérèglement climatique en application d'une stratégie climat parmi les plus ambitieuses des institutions financières internationales de développement, mise en place à la demande du gouvernement français. Cela a représenté en 2014 plus de 2,8 Md d'engagements financiers dont 2,53 Md pour l'AFD.

Depuis 2005, 18 milliards d'euros ont été consacrés par l'AFD à des projets qui concilient développement et climat.

L'agence précise qu'à l'initiative conjointe du ministère algérien des Ressources en eau

et de l'AFD, 23 cadres (dont 8 femmes) issus du ministère algérien des Ressources en eau ou d'offices publics relevant de ce secteur et venant de toutes les wilayas (préfectures) d'Algérie ont bénéficié d'une 3^e session de formation sur le cycle du projet.

Les questions liées à l'approche économique et sociale de l'eau et de l'assainissement ont été traitées par Maria Salvetti, économiste, actuellement titulaire d'une chaire "économie partenariats publics-privés" à la Sorbonne. Elle travaille en coopération avec l'Institut européen de recherche de Florence, sur la régulation des services d'eau. Les modes de gestion proprement dits ont été présentés par Jacques Labre, polytechnicien, ancien de Suez Environnement, familier du contexte algérien et intervenant notamment auprès de Unesco-IHE (Delft, Pays-bas) ou AgroParis Tech. Une visite de terrain a par ailleurs été organisée sur le complexe hydraulique du MAO, inauguré en 2009 et qui à travers des ouvrages de stockage et de traitement d'eau d'une capacité annuelle de 155 millions de m³ alimente le bassin des villes de Mostaganem, Arzew et Oran, ce qui représente une population totale de l'ordre de 3 millions d'habitants.

Une quatrième session de formation est en

perspective au 1^{er} semestre 2015 dès que les nouveaux locaux de l'ESMRE seront opérationnels, avec l'objectif d'avoir formé au total, 100 chefs de projets susceptibles de porter une dynamique s'inspirant des meilleures pratiques dans la gestion des ressources en eau. Des discussions sont déjà ouvertes avec les autorités algériennes pour prolonger cet effort partenarial de renforcement de capacités à travers un nouveau cycle de formation expert permettant en particulier de mettre en avant le savoir-faire français sur ces thématiques.

A. A.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN À MILA Séminaire international sur les tunnels

Sous l'égide de M. Hocine Necib, ministre des Ressources en eau, l'Agence nationale de barrages et transferts, en collaboration avec l'Agence nationale des autoroutes, organise un séminaire international sur les tunnels, aujourd'hui et demain, à la maison de la culture M'barek-Elmill à Mila.

Huit milliards pour réhabiliter la fourrière municipale

A. El Abci

La fourrière municipale de Constantine, fermée depuis le mois d'avril dernier pour cause de dégradation avancée et d'insécurité, vient de faire l'objet d'un avis d'appel d'offre pour sa réhabilitation, qui a été lancé au début de cette semaine, selon le directeur du patrimoine, Mr Doukari. En effet, plusieurs rapports de l'inspection générale de la wilaya, faisant suites à des visites sur site, avaient révélé de graves défaillances, notamment l'absence d'éclairage au niveau du site, situé dans une zone connue pour son insécurité. Mais également l'état déplorable de la chaussée à l'intérieur de la fourrière, qui se transforme en un véritable borbier à chaque chute de pluies et ce, en sus de la vétusté et défectuosité de son réseau d'assainissement, endommagé depuis des années. Une situation qui n'a pas manqué de susciter, bien sûr, nombre d'interrogations auprès des citoyens dont les voitures sont mises en fourrière, ainsi que de

ceux qui peuvent connaître le même sort un jour ou l'autre. C'est dire que toutes ces raisons ont pesé sur la décision de l'APC de ne plus retarder la réhabilitation de ce lieu qui, à terme et avec une gestion renouvelée, peut renflouer grandement les caisses municipales. En attendant, et selon les services de réalisation de l'APC, l'opération de réhabilitation coûtera 8 milliards de centimes et concernera d'abord le mur de clôture, qu'il faudra surélever de quelques mètres, car son niveau actuel, facile à escalader, ne le prémunit pas des vols de véhicules qui y sont parqués. Et à ce propos, il est à indiquer que des cas de vol ont été enregistrés et que des employés sont poursuivis en justice actuellement pour négligence. La même source fera état aussi de la réhabilitation du réseau de l'éclairage public, de celui de l'assainissement, de l'aména-

gement d'une plateforme à l'effet de lutter contre les herbes sauvages, qui envahissent les lieux et couvrent complètement les véhicules, qui peuvent prendre feu à la moindre étincelle. Il s'agira aussi de revoir la sécurité à l'intérieur de la fourrière, en remplaçant les équipements défectueux comme les extincteurs et en la munissant d'autres plus modernes. Et selon les employés de la fourrière, il y a nécessité d'installation d'une caméra de surveillance, surtout qu'il a été question auparavant d'un projet dans ce sens, mais dont ne parle plus, noteront-ils. Pour plus de sécurité encore, nos interlocuteurs demanderont en outre la création d'un poste de police.

A rappeler que la fourrière, qui est fermée actuellement, ne reçoit que les véhicules saisis par la justice, dont elle abrite plus de 500 unités, dont près de 90% sont là depuis les années 90.

SAÏDA

L'impact de la télégestion de l'eau

Le secteur de l'hydraulique innove cette année par la mise en place de la télégestion, système électronique qui permet de contrôler et de gérer à distance le fonctionnement des équipements implantés en leurs endroits spécifiques, donc éloignés du centre de décision qui ne pouvait auparavant intervenir en temps réel.

Tahar Diab

Les différents organismes rattachés aux services hydrauliques ont présenté une large exposition instructrice mettant en relief la situation physique des infrastructures de ce secteur stratégique dont les observateurs avisés signalent déjà qu'il constituera un enjeu politique dans le futur soit au niveau national ou même régional... Lors de la journée internationale des eaux, c'est l'AEP puisée d'Aïn Skhouna qui fut revisitée car cette abondante ressource du Chott Chergui constitue la source principale d'approvisionnement pour la moitié de la population de la wilaya. Marquées par un climat semi-aride à aride supérieur et ne profitant que d'une pluviométrie moyenne atteignant difficilement les 330 mm par an, les potentialités en eaux souterraines demeurent de l'ordre de 51.61 millions de m³ que ne peuvent pas encore

compenser d'éventuelles réalisations de barrages à Tiffrit et à Hounet, sans compter les innombrables sites pouvant accueillir des retenues collinaires dont l'absence étonne souvent les fellahs qui mesurent l'apport de ces petits projets très peu coûteux mais qui, multipliés, peuvent satisfaire largement aux besoins agricoles dont l'arboriculture et même aider à l'intensification de la céréaliculture.

Ainsi donc l'AEP d'Aïn Skhouna, réputée par son eau saumâtre, ne dessert que 168.126 habitants sur une population globale de 330.641 donc 50.84 % seulement, pourcentage qui ferait démentir certains nostalgiques qui attribuent fausement à Saïda la publicité mensongère de «ville des eaux». Avec ses 2 forages d'un débit de 500 litres/s, la canalisation court sur près d'une centaine de km (98.155 m exactement) mais qui attend en amont la réalisation d'une station de déminéralisation

remplacée provisoirement par des brassages de son eau, imbuvable à l'origine, avec des eaux de meilleure qualité provenant des forages dans les communes voisines. Il serait judicieux de signaler que le secteur de l'hydraulique se démarque de tous les autres organismes, y compris les communes et l'Environnement qui traînent, par lourdeur bureaucratique, à accélérer la stratégie des recyclages en tous genres, sources de revenus non négligeables et surtout de protection de l'environnement... Ainsi les responsables locaux prêtent une attention particulière à la réalisation coordonnée de stations d'épuration et invitent les urbanistes et les lotisseurs à éviter l'extension d'agglomérations en des points situés en contrebas, car cette négligence payante nécessite un refoulement coûteux vers l'amont contrairement à la gravité naturelle, cas qui se posent déjà aux sorties sud et ouest du chef-lieu (Sidi Maamar et le lieu dit «le Pont Trois».